Les transformations de l'action publique au prisme des réformes comptables et financières

Recent transformations of public action through the lens of financial and accounting reforms

Yuri Biondi and Riccardo Mussari

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/pmp/6716>

ISSN: 2119-4831

Publisher

Institut de Management Public (IDPM)

Printed version

Date of publication: 15 September 2013

Number of pages: 285-287

ISBN: 978-2-7430-1544-2

ISSN: 0758-1726

Electronic reference

Yuri Biondi et Riccardo Mussari, « Les transformations de l'action publique au prisme des réformes comptables et financières », *Politiques et management public* [En ligne], Vol 30/3 | 2013, mis en ligne le 31 mars 2016, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/pmp/6716>

Les transformations de l'action publique au prisme des réformes comptables et financières

01

► **Yuri Biondi^a et Riccardo Mussari^b**

^a CNRS – ESCP Europe

79, avenue de la République – 75011 Paris, France

^b Université de Sienne, Dipartimento di Studi Aziendali e Giuridici
Piazza Santo Francesco n° 8, 53100 Siena, Italie

Résumé

Les transformations récentes de l'action publique redéfinissent l'espace public et ses modes d'action collective. Elles modifient les frontières et relations héritées entre public et privé, central et local, européen et national. Dans ce contexte, la normalisation comptable est le pendant de la coordination financière entre ces différents niveaux de l'administration publique. Elle y joue un rôle majeur en tant que mode et instrument de représentation, coordination et organisation de cet espace public et de cette action collective. Ce numéro spécial analyse ces transformations de l'action publique au prisme des réformes comptables et financières qui les véhiculent et les influencent. Chercheurs et institutionnels spécialistes de ces questions dressent les enjeux de ces réformes pour la coordination et l'évaluation des politiques publiques, ainsi que pour le fonctionnement et l'existence même des administrations publiques dans leurs spécificités.

© 2013 IDMP/Lavoisier SAS. Tous droits réservés

Mots clés : comptabilité publique, finances publique, intégration européenne, collectivités locales, comptes de l'état.

Abstract

Recent transformations of public action through the lens of financial and accounting reforms. Recent transformations of public action reshape public domain and its collective action. These transformations reframe established frontiers and relationships between private and public, central and local, European and national dimensions. In this context, accounting harmonization relates to financial coordination between these different layers of public administration. Accounting harmonization plays a major role as

*Auteur correspondant : yuri.biondi@free.fr ou mussari@unisi.it

doi :10.3166/pmp.30.285-287

© 2013 IDMP/Lavoisier SAS. Tous droits réservés

mode and device of representation, coordination and organization for this public domain and its collective action. This special issue addresses these transformations of public action through the lens of financial and accounting reforms which transmit and reshape them. Academic and institutional students of these issues analyze these reforms and their implications for public policies evaluation, as well as for the working and very existence of public administration in its specificity.

© 2013 IDMP/Lavoisier SAS. Tous droits réservés

Keywords: public sector accounting, public finances, European integration, local governments, governmental accounting.

Présentation du dossier

L'action publique en Europe a été récemment confrontée à deux tendances diverses et parfois contradictoires : d'une part, un besoin accru de coordination et contrôle par l'Union Européenne ; d'autre part, un principe européen affirmé promouvant la subsidiarité et la décentralisation dans l'administration publique. Ces tendances ont engendré des transformations majeures de l'espace public et de l'action collective. Elles modifient les frontières héritées du passé entre public et privé, central et local. Dans ce contexte, la normalisation comptable devient particulièrement importante en tant que mode et instrument de représentation, coordination et organisation de cet espace public et de cette action collective.

Les administrations publiques européennes sont confrontées à ces transformations de l'espace public et de l'action collective, alors que ces mêmes administrations sont soumises à des réformes comptables et financières majeures. D'une part, ces administrations sont parties prenantes de l'élaboration et du développement du projet européen et de son institutionnalisation progressive. D'autre part, elles réforment et transforment leur organisation en quête d'économies budgétaires et d'amélioration des performances. Les frontières et les rôles respectifs du public et du privé, ainsi que du central et du local, sont alors remis en question et redéfinis dans ces processus. Les normalisations comptables nationales, européenne et internationale jouent un rôle clé dans cette nouvelle définition de l'espace public et de l'action publique en Europe.

Les réformes comptables et financières de l'administration publique s'inscrivent dans cette redéfinition et en sont concernées. Dans toute administration publique, normes et systèmes comptables viennent organiser la coordination entre des niveaux organisationnels distincts, soumis à des décideurs divers, porteurs de responsabilités différentes. Les autonomies locales ainsi que les besoins de supervision centrale se rencontrent et se confrontent dans ces normes et systèmes qui en sont l'instrument et la représentation. Cette coordination entre niveaux s'impose particulièrement dans le domaine des finances publiques et de la fiscalité. C'est ainsi que les états financiers des administrations publiques peuvent se concevoir comme un instrument clé de la définition, représentation, mise en œuvre, contrôle et évaluation des politiques économiques et financières de la région, de la Nation, de la fédération dans leurs ensembles respectifs. Dans ce contexte, la recherche conjointe d'objectifs financiers et économiques par toute administration publique interpelle ces trois niveaux (local, national et européen) ; l'accomplissement de ces objectifs dépend dans une large mesure de la capacité des normes et systèmes comptables à faciliter la détermination et le suivi de ces objectifs. Car il ne ferait guère sens de se donner des objectifs

économiques et financiers sans pourvoir un système comptable conséquent, régi par des normes comptables capables d'assurer l'accomplissement de ces objectifs dans l'espace et le temps.

Dans cette perspective, les articles collectés dans ce numéro cherchent à appréhender les réformes comptables et financières dans le cadre des transformations de l'action publique, en s'attaquant, d'une part, à leur dimension européenne, d'autre part, au renouvellement de l'évaluation des politiques publiques. En particulier, les articles de Yuri Biondi et Jean-Paul Milot portent un regard à la fois théorique et technique sur les modèles et les normes comptables de référence dans la représentation de l'action publique, en posant notamment la question de la dette publique et du déficit public qui font l'objet d'une attention accrue aussi bien dans l'évaluation des politiques financières que dans le cadre de la coordination européenne. Dans ce contexte, une analyse comparée peut aider l'appréhension et la compréhension des modalités de mise en œuvre de même que les implications de ces réformes. Eugenio Caperchione compare ainsi les réformes comptables et financières mises en place dans plusieurs pays européens, alors que Stéphanie Flizot compare les modes de contrôle et d'évaluation des politiques publiques dans le cas de deux pays européens, l'Italie et la France, en soulignant l'interdépendance souvent négligée entre niveaux central et local de l'administration publique.

C'est aux questions de coordination entre les dimensions européenne, nationale et locale que s'attaquent particulièrement les contributions de François Ecalte et Marie-Pierre Calmel qui reviennent sur les enjeux des comptabilités publiques dans le cadre des engagements européens et de la coordination des politiques publiques entre différents niveaux de l'administration publique. Ces enjeux influent tout particulièrement sur l'action des collectivités locales. À cet égard, Stanislas Boutmy et Madina Rival, ainsi que Riccardo Mussari offrent une analyse des dispositifs comptables et financiers mis en œuvre dans les collectivités locales françaises et italiennes. Dans le contexte français, les premiers analysent deux cas concernant la gestion comptable et financière des collèges ainsi que l'activité de financement des collectivités locales développée par Dexia avant sa faillite. Dans le contexte italien, le second s'intéresse aux modes de contrôle et d'harmonisation comptables des collectivités locales italiennes dans le cadre des procédures renforcées de contrôle central de la dette et des finances publiques récemment mises en œuvre.

En conclusion, les transformations récentes de l'action publique redéfinissent l'espace public et ses modes d'action collective. Elles modifient les frontières et relations héritées entre public et privé, central et local, européen et national. Dans ce contexte, la normalisation comptable est le pendant de la coordination financière entre ces différents niveaux de l'administration publique. Elle y joue un rôle majeur en tant que mode et instrument de représentation, de coordination et d'organisation de cet espace public et de cette action collective. Ce numéro spécial analyse ces transformations de l'action publique au prisme des réformes comptables et financières qui les véhiculent et les influencent. Chercheurs et institutionnels spécialistes de ces questions dressent les enjeux de ces réformes pour la coordination et l'évaluation des politiques publiques, ainsi que pour le fonctionnement et l'existence même des administrations publiques dans leurs spécificités.

Remerciements : Nous tenons à remercier Madina Rival, le département Comptabilité Contrôle Audit du Cnam, le Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables ainsi que tous les intervenants et participants à la journée d'études sur « Les transformations de l'action publique au prisme des réformes comptables et financières : Regards croisés entre les expériences française et italienne » du 4 octobre 2012.